

L'accroissement démographique et la régulation des naissances

Luc Raymond

Zusammenfassung

Unser Planet macht momentan eine demographische Explosion durch, die ohne Parallelen in der Geschichte ist und die uns im Jahr 2000 auf eine Bevölkerungszahl von rund 6 Milliarden bringen würde. Im Gegensatz zur allgemeinen Meinung ist es aber trotzdem nicht die Überbevölkerung, die wir als solche in naher Zukunft zu befürchten haben, sondern vielmehr die demographische Verteilung der Bevölkerung. Was uns vor allem beunruhigen muß, ist der zu schnelle Rhythmus des demographischen Wachstums. Dieser verunmöglicht die Anstrengungen zur Entwicklung der Länder der dritten Welt. Im weiteren besteht seit einigen Jahren die Tendenz einer Verschlechterung der Beziehungen zwischen Nahrungsreserven und Anzahl der Einwohner, welche die Drohung der Hungersnot herbeiführt. Da ein baldiger Rückgang der Geburtenziffern wenig wahrscheinlich ist, läßt sich die Katastrophe nur mit vermehrten Mitteln für die wirtschaftliche Entwicklung und die geplante Geburtenbeschränkung vermeiden.

Résumé

Notre planète connaît actuellement une explosion démographique sans précédent qui nous conduit au chiffre de 6 milliards d'habitants en l'an 2000. Contrairement à l'opinion admise, le surpeuplement n'est pas à craindre en tant que tel dans un proche avenir; seul se posera le problème de la répartition démographique. Ce qui doit nous inquiéter bien davantage, c'est le rythme trop élevé de la croissance démographique. Celle-ci annihile en effet les efforts consentis pour le développement des pays du tiers-monde, puisque ces efforts sont exclusivement consacrés au maintien du niveau de vie de populations toujours plus nombreuses. En outre, depuis quelques années, le rapport mondial entre ressources alimentaires et nombre d'habitants tend à diminuer, augmentant la menace de la famine. Comme une baisse prochaine de la natalité paraît peu probable, la catastrophe ne pourra être évitée qu'en luttant avec des moyens considérablement renforcés sur le plan économique et sur le plan démographique par la généralisation de mesures anti-natalistes.

Lorsque dans nos pays industrialisés, on veut justifier l'ouverture d'un centre de planning familial, on avance généralement des arguments d'ordre philosophique ou social. Puisque l'homme progresse en accroissant sa domination sur la nature, pourquoi ne se rendrait-il pas maître des processus biologiques? On parle aussi de l'égalité des sexes, arguant qu'elle ne pourra être réalisée que lorsque la femme sera libérée du poids de grossesses trop fréquentes ou non désirées. On trouve même une justification dans l'amélioration des relations

conjugales et on insiste sur le fait que le véritable bénéficiaire d'un équilibre familial amélioré sera l'enfant.

Même si tout cela est vrai, il faut chercher ailleurs la principale cause de la génération du planning familial et de son développement; il faut la chercher dans l'explosion démographique que nous connaissons aujourd'hui et dans la prise de conscience de ses conséquences, qui apparaissent d'une exceptionnelle gravité.

Une mutation démographique

D'après les statistiques officielles¹, les taux annuels d'accroissement à l'échelle continentale sont actuellement les suivants (1960-66):

| | |
|-------------------|------|
| Amérique latine | 2,8% |
| Afrique | 2,3% |
| Asie | 2,0% |
| Amérique du Nord | 1,5% |
| Europe | 0,9% |
| Ensemble du monde | 1,9% |

En examinant les données détaillées, on constate que les pays se répartissent en deux groupes. Dans le premier, le taux d'accroissement oscille entre 2 et 3,5%. A quelques exceptions près (dues généralement à l'émigration), on peut y classer tous les pays d'Afrique, la majorité des Etats d'Amérique latine et un grand nombre de pays d'Asie, parmi lesquels on note l'absence de la Chine et bien entendu du Japon. Le deuxième groupe rassemble le reste, en particulier les Etats-Unis et l'Europe, où les taux sont généralement très inférieurs à 2%. Approximativement, cette division correspond à celle du monde riche et du monde pauvre ou, si l'on préfère, aux pays appelés pudiquement développés ou en voie de développement. Mais, à lui seul, le taux d'accroissement de la population mondiale est déjà inquiétant. S'il se maintient, celle-ci doublera en 35 ans, sera multipliée par 7 en 100 ans.

Ce phénomène de croissance démographique n'est pas nouveau. Ce qui l'est, c'est le rythme très élevé de l'accélération. On a le sentiment d'assister à une révolution dans l'ordre naturel, à une véritable *mutation*, pour reprendre le terme de *G. Bouthoul*². On estime qu'autour de l'an 1000, la population mondiale s'élevait à 300 millions d'âmes environ. Elle atteint, à la fin du 18e siècle, le chiffre de 900 millions. Puis, l'augmentation se plie insensiblement à un rythme plus rapide. En 1900, le taux de croissance est de 6,5‰; en 1950, il passe à 11‰, en 1966 à 19‰. Quant à l'effectif de la population mondiale, il a franchi le cap des 3 milliards, en 1960 déjà; cet effectif a doublé de 1900 à 1965,

¹ Nations Unies, *Annuaire démographique* (1966), tableau 1.

² Bouthoul Gaston, *La surpopulation dans le monde* (1958), p. 12.

alors qu'avant 1900, il lui avait fallu 150 ans pour le faire et qu'auparavant 7 siècles avaient été nécessaires.

Mais la question qui nous importe bien davantage, c'est de savoir où cela nous conduit. L'ONU a tenté d'y répondre. Dans cette intention, elle a établi un certain nombre de projections, adoptant tour à tour des hypothèses fortes, moyennes ou faibles relativement aux niveaux de la natalité et de la mortalité¹. Selon les hypothèses moyennes, la population du monde atteindrait en l'an 2000 le chiffre de 6 milliards 100 millions. La place du tiers-monde y serait bien entendu prépondérante, passant des $\frac{2}{3}$ qu'elle représente aujourd'hui aux $\frac{3}{4}$.

Le recul de la mortalité

Les causes de cette explosion démographique sont maintenant bien connues. Ce n'est pas, comme on l'a cru longtemps, sous la seule influence du progrès économique que le phénomène a pris naissance. Si en Europe, l'amélioration du niveau de vie a pu être un facteur de l'accroissement démographique, surtout au 19^e siècle, on constate que dans le tiers-monde – et c'est là que le véritable problème apparaît – la croissance démographique n'a pas besoin de la croissance économique pour se produire. La relation est même généralement inversée : le progrès économique s'accompagnant d'un ralentissement de l'augmentation de la population.

Il faut rappeler que jusqu'à une époque récente, l'expansion démographique était contenue par les effets de trois fléaux, qui décimaient périodiquement les populations : les famines, les épidémies et les guerres. Mais le principal agent de cette expansion est incontestablement la baisse de la mortalité, entraînée par ce que l'on a coutume d'appeler la révolution sanitaire. Au 18^e siècle, l'espérance de vie – en d'autres termes la durée moyenne de vie d'un groupe de nouveau-nés – se situait autour de 35 ans, en Europe. Elle y atteint ou dépasse aujourd'hui 70 ans. Dans les pays en voie de développement, la chute de la mortalité a été beaucoup plus spectaculaire encore. L'espérance de vie qui, il y a 20 ans, pouvait être évaluée à 25 ans, est maintenant souvent supérieure à 45 ans.

L'apparition des formes modernes d'hygiène et particulièrement l'hygiène préventive (assainissement des villes, destruction des parasites, généralisation de l'asepsie, etc.) ont joué un rôle capital dans ce recul de la mort, surtout en Europe. Dans le tiers-monde en revanche, ce sont plutôt les progrès de la médecine qui ont été déterminants et en premier lieu ceux de la médecine prophylactique.

On s'explique par conséquent l'importance du facteur culturel dans l'évolution de la mortalité : on accroît bien entendu ses chances de survie en se soignant lorsqu'on est malade, mais davantage encore en connaissant les précautions à

¹ Nations Unies, *Les perspectives démographiques mondiales évaluées en 1963* (1966), p.16.

prendre pour ne pas contracter de maladie; lorsqu'on sait qu'il faut filtrer l'eau avant de la boire ou comment soigner ses enfants. Le facteur économique n'intervient qu'en second lieu; on se soigne même si la médecine est chère.

Le double aspect de l'évolution démographique

A ce stade de l'observation, il y a tout lieu de se réjouir, puisqu'en ce qui concerne la mortalité, les pays sous-développés ont suivi les pays industrialisés dans la voie du progrès. Malheureusement, contrairement à ce qui a eu lieu pour ces derniers, à la baisse de la mortalité n'a succédé dans les pays du tiers-monde aucun recul de la natalité. Pire, il y a eu dans certains cas augmentation du nombre des naissances! La mutation démographique prend donc deux formes bien distinctes. En Europe et dans l'ensemble du monde développé, natalité et mortalité ont atteint des niveaux très bas, impliquant une population quasiment stationnaire, alors que dans le reste du monde la chute de la mortalité n'a pour l'instant été suivie par aucune baisse de la natalité et provoque une expansion démographique galopante.

Des démographes ont montré qu'en l'absence de toute limitation des naissances, un couple donnait en moyenne le jour à 10 enfants, dans l'hypothèse d'une union recouvrant toute la période de fécondabilité de la femme¹. Il ne faut cependant voir là qu'une donnée théorique. La majorité des femmes ne se marient en effet que plusieurs années après avoir atteint l'âge de procréation. En outre, certains mariages sont dissous avant la fin de la période féconde de la femme, par décès de l'un des conjoints ou par séparation. En considérant également le célibat, on voit encore diminuer la natalité moyenne effective. La fécondité, soit le taux des naissances dans une population féminine donnée, est par conséquent toujours inférieure à la fertilité, qui caractérise pour le démographe, la capacité moyenne de procréation.

Si l'on examine la situation que connaissait l'Europe avant la mutation démographique, on s'aperçoit qu'une femme engendrait en moyenne non pas 10 enfants mais 4,5 environ. Ce niveau de fécondité relativement éloigné de celui de la fertilité ne s'explique pas par l'existence de pratiques anti-natales, alors très peu répandues, mais par les faits qui viennent d'être mentionnés, en particulier par un taux élevé de célibat. Sur les 4,5 enfants, naissaient en moyenne 2,2 filles, dont à peine plus d'une seule, échappant à la mort, pouvait assurer le remplacement de sa mère et par conséquent la survie de l'espèce humaine.

Dans les pays sous-développés, les mariages ont lieu généralement à un âge inférieur et le célibat est moins fréquent. Il y naît pour cela près de 6 enfants en moyenne par femme, soit 1 1/2 de plus qu'en Europe avant la révolution démographique. Mais la différence essentielle réside dans le fait que, cette fois, les trois quarts des enfants survivent. Sur les 2, 8 filles aux quelles chaque femme donne

¹ Voir en particulier: Vincent Paul, *Recherches sur la fécondité biologique* (1961).

naissance en moyenne, 2,2 à peu près peuvent assurer son remplacement; or ce dernier chiffre implique directement que la population double à chaque génération.

Qu'entendre par surpeuplement?

De toutes parts nous parviennent des cris d'alarme qui nous annoncent l'ère de la surpopulation. Cette notion de surpopulation ou de surpeuplement, source d'équivoque, appelle toutefois quelques remarques. Longtemps en effet, on a jugé du surpeuplement en fonction de la dimension du territoire. On parlait d'un territoire trop exigü pour sa population, ce qui sous-entendait qu'il fallait l'agrandir par des conquêtes, ou, à l'inverse, on affirmait que ses habitants étaient trop nombreux, ce qui pouvait conduire à des actions tout aussi criminelles. D'ailleurs, définir le surpeuplement en se référant à la densité de la population n'a guère de sens. Si les villes actuelles donnent parfois l'impression d'un manque de place, il suffit de penser à nos régions rurales à moitié désertées pour abandonner cette idée. La place ne manque pas, du moins pas pour l'instant, et l'on ne peut qu'accuser la mauvaise répartition des populations.

Il apparaît en revanche plus logique de considérer le surpeuplement sous l'angle économique. On a cru longtemps – et certains le croient encore – que chômage ou sous-emploi étaient des signes infaillibles de surpopulation. Durant la révolution industrielle et lors de chaque crise économique, les hommes ont eu l'impression qu'ils étaient trop nombreux. Ils portaient, plus ou moins consciemment, de la conception selon laquelle le travail n'existe qu'en quantité limitée fixant d'une manière rigide le nombre d'emplois. La preuve a été faite cent fois que ce raisonnement ne tenait pas, l'industrialisation et le progrès technique, par le mécanisme de croissance qu'ils engendrent, réclament au contraire d'une manière continue la création de nouveaux emplois.

Puis on a vu naître une idée plus consistante, beaucoup plus répandue d'ailleurs: le surpeuplement se mesure par le rapport entre les ressources alimentaires et la population. Et de fait, on voit se profiler à l'horizon le spectre de la famine. Mais les optimistes répondent que la terre dispose sur ce plan d'énormes ressources, dont l'existence commence à peine à être entrevue. Ils citent le plancton des océans, mentionnent la possibilité d'extraire des protéines à partir du pétrole. A les entendre, notre planète pourrait nourrir cent fois sa population actuelle. Ils prédisent en outre que longtemps avant que ces dimensions soient atteintes, la natalité aura marqué un tel recul qu'il faudra au contraire envisager des mesures natalistes.

En posant le problème du surpeuplement d'une manière absolue, on néglige son véritable contenu. Manifestement, le surpeuplement est une notion relative au développement économique¹. Ce n'est pas sous l'angle statique que la ques-

¹ Bouthoul, *op. cit.*, p. 220.

tion doit être examinée, mais sous l'angle dynamique. L'économie et la population étant en continuelle évolution, il faut les considérer l'une par rapport à l'autre. Dans cette intention, on prend généralement pour mesure le rapport revenu national/population. En se plaçant de ce point de vue, celui de l'équilibre démo-économique, il est alors aisé de définir la surpopulation : c'est l'état dans lequel se trouve une population lorsqu'un accroissement démographique ne s'accompagne pas d'un accroissement correspondant du revenu. (Remarquons que selon cette définition, les pays développés se trouvent dans l'état contraire, soit en état de sous-population, leur revenu croissant plus rapidement que le nombre de leurs habitants.)

Le problème alimentaire

Dans les pays sous-développés, la surpopulation se mesure plus simplement encore par le rapport entre la production agricole et le nombre des habitants. En effet, ces pays ne disposent pas des ressources monétaires leur permettant d'acquérir à l'extérieur ce qui leur fait défaut et se trouvent donc conduits à cet impératif absolu : accroître la production agricole au même rythme que la population. Peu importe alors le responsable, de la démographie ou de l'économie ; seule compte la divergence de leur évolution respective, divergence qui depuis quelques années s'opère au détriment de la production agricole.

Dans un article récent, l'OCDE a établi des projections de l'offre et de la demande de denrées alimentaires dont les résultats sont extrêmement inquiétants¹. En Amérique latine, il faut s'attendre à voir les ressources alimentaires par habitant diminuer. En Extrême-Orient, le rapport production alimentaire/habitants restera sensiblement stationnaire, l'amélioration dans certaines zones compensant le recul enregistré ailleurs. Pour l'Afrique également, les chiffres avancés ne sont guère encourageants.

Comme l'a fait remarquer R. Dumont, le nombre des pays excédentaires décroît régulièrement². Sans parler de l'Europe, traditionnellement importatrice dans ce domaine, on constate que même les pays communistes sont maintenant obligés de s'approvisionner ailleurs. La Chine achète annuellement 5 à 6 millions de tonnes de blé et l'URSS a conclu récemment avec le Canada un contrat, également pour l'achat de blé, portant sur 3 millions de tonnes.

Ces fameux excédents alimentaires qui devaient, pour certains, résoudre le problème de la faim dans le monde, n'existent bientôt plus qu'aux Etats-Unis, plutôt d'ailleurs à l'état virtuel, étant donné le système des contingents qui limitent la production. L'aide des USA au tiers-monde demeure cependant considérable. Le montant de ses programmes annuels, « Food for Peace » puis

¹ Simantov Albert et Tracy Michael, *Le problème alimentaire mondial, ses incidences pour les pays de l'OCDE* (1966), p. 27 ss.

² Dumont René, *Nous allons à la famine* (1966), p. 26.

«Food for Freedom», atteint actuellement trois milliards de dollars, ce qui, soit dit en passant, est 40 fois plus élevé que l'ensemble des secours accordés au titre de l'assistance multilatérale dans ce domaine. Il en résulte qu'une partie importante du tiers-monde tombe dans un état de dépendance quasi complète vis-à-vis des États-Unis. Inutile de souligner que cette domination par la faim est autrement plus efficace qu'une domination par les armes!

Le calcul économique

Comment redresser cette situation qui se détériore chaque jour davantage? Depuis des années, les spécialistes, économistes et agronomes, se penchent sur les chiffres dans l'espoir de trouver le moyen de faire se rapprocher les deux courbes de la croissance démographique et du progrès économique. Certains croient encore à la solution économique, d'autres ne voient pas d'issue en dehors d'une action énergique pour réduire le nombre des naissances. Même hors de toutes considérations religieuses, certains scrupules d'ordre moral nous entraînent à examiner premièrement la solution économique, d'autant qu'on peut supposer qu'une baisse de la natalité suivrait plus ou moins rapidement l'amélioration du niveau de vie.

Pour accroître la production d'un bien dans une proportion donnée, il faut investir environ 4 fois plus. (On parle dans ce cas d'un coefficient d'intensité du capital égal à 4, qui n'est autre que le denier 4 de nos pères.) Par conséquent, pour compenser les effets d'une croissance démographique de 2,5%, il faut investir 10% du revenu national. Comme il ne s'agit pas de maintenir le niveau de vie à son niveau actuel, mais de l'améliorer, pour «décoller» il faudrait dépasser ces 10%. Or, il est évident que les pays sous-développés ne sont absolument pas en mesure de consacrer à l'épargne une telle proportion de leur revenu!

Il convient cependant de préciser que certains «populationnistes», A. Sauvy entre autres, ont formulé des objections quant à l'exactitude de ce calcul¹. Ils font remarquer que la croissance démographique présente un certain nombre d'avantages qui, pour n'être pas quantifiables, n'en sont pas moins réels. Ils insistent en particulier sur le dynamisme que possède une population jeune. (Rappelons qu'une population croissante comprend toujours une proportion élevée de jeunes et qu'une population stationnaire ou décroissante se caractérise au contraire par l'importance relative du nombre de vieillards.) En outre, la population active, alimentée par un fort courant de jeunes gens entrant dans la vie professionnelle, fait preuve d'une grande souplesse d'adaptation. Il faut convenir par ailleurs que la plupart des investissements ont des effets cumulatifs et que le recours aux techniques les plus récentes permet des rendements plus que proportionnels.

Mais quelque fondées que soient ces réserves, elles ne modifient que dans une

¹ A. Sauvy, *Malthus et les deux Marx* (1963), p. 260 ss.

faible mesure les données du problème. Et ce problème, les pays sous-développés ne sont absolument pas en état de le résoudre, s'ils ne peuvent compter que sur leurs seules ressources.

L'optimisme renaît lorsqu'on considère les richesses du monde industrialisé, où le niveau de vie est peut-être dix fois supérieur. Hors de toute considération humanitaire, le monde riche a de bonnes raisons, politiques et même économiques, de souhaiter une amélioration de la situation dans le tiers-monde. Si l'on songe que 15% de la population du monde monopolisent 55% du revenu mondial et qu'à l'opposé 45% de la population ne disposent que de 15% de ce même revenu, l'ampleur du sacrifice à consentir par les premiers en faveur des seconds ne devrait pas être de trop grande conséquence à première vue. Toutefois, lorsque l'on calcule la part de leur revenu que les pays nantis devraient abandonner pour qu'à la période des investissements purement démographiques succède dans les pays sous-développés celle des investissements proprement économiques, il faut rapidement déchanter. Suivant les hypothèses adoptées, on parvient à des chiffres s'échelonnant entre 3 et 5% du revenu national, alors que selon les récentes estimations, cette part ne s'élève au plus qu'à 1%¹. Il faut convenir qu'à moins d'une vague de solidarité ou d'un désarmement généralisé qui dégagerait les ressources souhaitées, il est extrêmement peu probable que les conditions nécessaires se réalisent.

La natalité fléchira-t-elle spontanément?

Devant les difficultés presque insurmontables que rencontre la solution économique, on est amené par force à envisager des moyens démographiques. Certaines résistances se font alors jour, qui d'ailleurs paraissent résulter davantage d'une réaction de défense instinctive que de considérations morales précises. Dans leur désir d'éviter le recours à l'arme de la limitation des naissances, certains spécialistes, suivis par une partie de l'opinion publique, prédisent la chute prochaine, spontanée, de la natalité. Pour étayer cette affirmation, ils citent, bien sûr, l'histoire démographique de l'Europe, où le fléchissement de la natalité a suivi de près celui de la mortalité, quand il ne l'a pas accompagné, en France en particulier.

Il faut premièrement se souvenir que cette baisse de la natalité ne s'y est pas faite en un jour. Le mouvement s'est amorcé au 18^e siècle, ou au début du 19^e suivant les contrées, et s'est poursuivi jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Il faut ensuite souligner le fait que l'apparition des moyens contraceptifs est loin d'avoir été la cause première de la réduction de la dimension des familles. L'on sait maintenant que certains procédés contraceptifs existent depuis l'Antiquité. En Afrique et en Amérique latine, la méthode du coït interrompu était

¹ Voir en particulier: Thorp Willard L., *Effets et politiques d'aide au développement, examen 1967* (1967), p. 117 ss.

pratiquée bien avant l'ère de la colonisation. D'autres procédés, souvent fort efficaces, annonçaient déjà des techniques en usage aujourd'hui. Citons, par exemple, le jus de citron, au pouvoir spermaticide reconnu, ou l'obstruction vaginale par des tampons divers. Ce n'est donc pas l'apparition des moyens anti-conceptionnels mais plutôt leur généralisation qui a permis cette lente baisse de la natalité.

Il semble bien que l'on doive principalement à l'influence de l'Eglise le fait qu'aucun changement notable de la natalité ne soit intervenu de la décadence romaine au 18^e siècle. Bossuet écrivait en 1687: «Le mal qu'il faut éviter dans le mariage . . . , c'est d'user du mariage pour satisfaire la sensualité, c'est d'éviter d'avoir des enfants, ce qui est un crime abominable»¹. Il faut cependant remarquer que si cette citation caractérise l'attitude de l'Eglise, elle n'en fournit pas moins la preuve que le problème se posait déjà à l'époque. A partir du 18^e siècle, cette position rigoureuse de l'Eglise tend à s'assouplir sous la pression des idées nouvelles. Par ailleurs, le développement de la vie sociale conduit les femmes à redouter de nombreuses grossesses susceptibles de les déformer. Un des témoignages le plus souvent cité à cet égard est celui de Mme de Sévigné qui écrit à sa fille Mme de Grignan: «. . . je veux vous louer de n'être point grosse et vous conjure de ne point le devenir. M. de Grignan doit vous donner, et à moi, cette marque de sa complaisance»².

A la même époque, on découvre les problèmes posés par l'éducation et la santé de l'enfant. La mère de famille se tourne vers son enfant, lui fait une place qu'il n'avait pas jusqu'alors. En lui consacrant davantage de temps, elle est amenée à l'idée d'une famille de dimension restreinte. Comme d'autre part la mortalité infantile a sensiblement régressé, le couple est moins tenté qu'auparavant de dépasser le nombre d'enfants désirés pour l'assurer quoiqu'il arrive.

A ces motivations d'ordre socio-culturel s'ajoutent des raisonnements économiques. Le développement du luxe provoque dans la noblesse une prise de conscience d'une pauvreté relative, accentuée par le fait que nombreux sont ceux qui quittent leur province natale pour venir s'établir dans la capitale, où il faut faire face à des dépenses décuplées. Le coût de l'éducation de l'enfant est dès lors mis en balance avec celui d'autres besoins à satisfaire.

Parti d'en haut, ce mouvement semble avoir gagné assez rapidement les classes laborieuses et même la paysannerie. D'autant que les barrières de classes sont plus faciles à franchir et que ceux qui tentent de s'élever dans la hiérarchie sociale ne tiennent évidemment pas à s'embarrasser d'une famille nombreuse.

Ce qui s'est passé en Europe a-t-il des chances de se reproduire dans le tiers-monde? Si l'on essaye de retrouver dans les pays sous-développés les facteurs qui paraissent avoir été à l'origine de la baisse de la fécondité en Europe, la disparité évidente des situations respectives n'encourage pas à donner une ré-

¹ Cité par Bergues Hélène et autres, *La prévention des naissances dans la famille* (1960), p. 218.

² Cité par Bergues Hélène et autres, *op. cit.*, p. 28.

ponse affirmative. Certains rapprochements peuvent sans doute être effectués sur le plan socio-culturel, du fait en particulier des profondes transformations dans la morale et la religion, qui sont intervenues dans les deux cas. En revanche, les motivations économiques qui ont joué sans doute en Europe le rôle principal, sont faibles ou inexistantes, faute d'objet, dans les pays sous-développés. Presque partout, en Amérique latine, en Afrique, l'enfant rapporte à sa famille autant qu'il consomme. Bien entendu, il en est autrement dans la classe dirigeante; mais celle-ci est souvent coupée de la masse et n'influence que relativement peu les couches populaires.

Programmes et résultats

Mais il ne suffit pas d'être convaincu qu'une solution démographique, malthusienne, s'impose. Décider de limiter les naissances est une chose. Une autre est de mettre en œuvre cette décision. La première difficulté est de convaincre les chefs d'Etat des pays intéressés. Ils sont en effet peu nombreux ceux qui admettent d'emblée que leur pays n'a pas les moyens de faire face à la croissance de la population. Souvent, on voit dans cette croissance un signe de santé, ce qui est exact puisqu'elle résulte d'un recul de la mortalité. Par ailleurs, cette croissance flatte les désirs plus ou moins avoués de puissance; on prétend par exemple que les pays arabes ne sont réfractaires à une solution démographique qu'en fonction du problème israélien. Il faut également tenir compte du jeu des influences traditionnelles et religieuses, qui se manifestent même lorsque la limitation des naissances n'est pas expressément interdite par la religion. L'Afrique en particulier, qui s'est obstinée des années durant à chercher dans la colonisation l'origine de ses maux, prend lentement conscience des problèmes de la croissance économique, maintenant qu'elle est en face de ses responsabilités. En planifiant l'éducation, elle découvre les effets de l'explosion démographique et commence à s'en inquiéter.

Lentement, l'idée de la limitation des naissances fait son chemin. A ce jour, une cinquantaine de pays l'ont acceptée et mise en application à des degrés divers. Parfois, il ne s'agit que d'une unique clinique dispensant une ou plusieurs méthodes, parfois d'un simple centre d'information; dans d'autres cas au contraire, on est en présence de programmes nationaux de grande envergure, tels ceux lancés ces dernières années par le gouvernement indien.

Bien que certains de ces programmes aient été mis en route il y a plus de dix ans, les résultats sont encore, dans l'ensemble, peu encourageants. Les rares pays où l'on ait enregistré une baisse appréciable de la natalité sont ceux où des circonstances particulières ont permis une amélioration sensible du niveau de vie, à Porto-Rico, par exemple, qui a bénéficié d'une aide américaine considérable. A part quelques autres cas, comme la Malaisie ou Formose, où la baisse a dépassé 15%, le niveau de la natalité demeure sans changement.

Et pourtant, un certain optimisme se dégageait des exposés présentés à la conférence internationale sur les programmes de limitation des naissances, qui s'est tenue à Genève en août 1965¹. Plusieurs participants ont souligné le fait que l'attitude de maints gouvernements s'était modifiée et que l'idée de la prévention des naissances gagnait du terrain dans de nombreuses populations, à en croire les rapports des experts travaillant sur place. Des résultats d'enquêtes d'opinion ont été présentés, qui montraient qu'un mouvement favorable au principe d'une famille de dimension réduite se décelait même dans des milieux ruraux. Commence-t-on à prendre conscience du fait qu'il n'est plus nécessaire de donner naissance à 6 ou 7 enfants pour en conserver 2 ou 3?

Les difficultés auxquelles se heurtent les responsables de ces programmes sont loin toutefois d'être surmontées. D'une part, il convient d'agir sur les désirs des individus relativement à la dimension familiale par une propagande adéquate, d'autre part, il faut fournir à ceux qui en font la demande les moyens de prévenir les naissances non désirées. On ne répétera jamais assez que le problème des moyens contraceptifs est secondaire à côté de celui de la décision de les utiliser. Il ne faut pas oublier que l'on heurte de front le mythe ancestral de la fécondité, présent dans la quasi-totalité des civilisations et en particulier dans les civilisations polythéistes. Dans l'ancienne religion chinoise, par exemple, l'ancêtre demeurait immortel aussi longtemps que ses descendants lui rendaient un culte. Assurer sa descendance était donc un devoir rigoureux à l'égard de ses pères.

S'ajoutent à cela les motivations d'ordre économique. Dans le monde rural, l'enfant n'entraîne que peu de dépenses et il est au contraire facteur de production, donc de richesse. Pour le père, une famille nombreuse est un capital qui lui vaut la considération des autres. Paradoxalement, en revanche, l'enfant est l'objet de peu de soins. La place qui lui est faite est évidemment inversement proportionnelle au nombre de ses frères et sœurs. Par l'organisation de cours de puériculture, les responsables des programmes de limitation des naissances s'efforcent par conséquent d'attirer l'attention de la mère sur les soins que requiert son enfant. En incitant la femme à se concentrer sur celui-ci, on espère l'amener à prendre conscience du fait qu'elle ne disposerait pas du temps nécessaire pour s'occuper d'un enfant de plus. Dans d'autres cas, en Chine en particulier, on s'efforce de convaincre la femme que ce n'est qu'au prix du sacrifice d'une famille nombreuse qu'elle pourra gagner son indépendance et se libérer totalement des coutumes ancestrales qui la maintenaient dans un état de demi-esclavage.

A côté de ces campagnes d'information et d'éducation, subsiste l'énorme travail à accomplir sur le plan technique: création de centres de planning, entraînement du corps médical, essais et enquêtes destinés à éclairer les conditions locales et à permettre le choix des méthodes appropriées. A propos de

¹ Berelson Bernard et autres: *Family Planning and Population Programs* (1966), p. 281 ss.

ce dernier élément, l'expérience a montré en effet qu'à grande échelle, l'efficacité des méthodes traditionnelles était parfois supérieure à celle de la pilule stérilisante ou de l'appareil intra-utérin.

Les moyens financiers attribués à la réalisation de ces programmes sont considérables. Si l'assistance multilatérale accorde à ces projets une place croissante, l'aide la plus importante est apportée par le canal de l'assistance bilatérale, en particulier celle des Etats-Unis, soutenue par de puissantes organisations, telle la Fondation Ford et l'International Planned Parenthood Federation. Ces moyens sont encore insuffisants, bien que des calculs aient montré que du point de vue économique l'opération était rentable; son rendement apparaît même notablement plus élevé que celui de la plupart des investissements destinés à accroître la production.

Il serait malgré tout simpliste de conclure qu'une priorité absolue doit être accordée aux mesures anti-natalistes, ne serait-ce que parce que les gouvernements intéressés n'accepteraient jamais cette solution. En second lieu, il faut se souvenir que ces efforts ne porteront leurs fruits qu'après un certain nombre d'années, autrement dit que la génération actuelle, dont on ne peut envisager délibérément le sacrifice, n'en retirera aucun bénéfice. Par ailleurs, des investissements conduisant à une élévation rapide du niveau de vie, même légère, présentent l'avantage de favoriser la prise de conscience de la charge que représente une famille nombreuse. C'est en permettant aux parents de satisfaire des besoins nouveaux qu'on suscite en eux l'idée que leur condition peut s'améliorer davantage encore s'ils renoncent à un enfant.

En reconsidérant une fois de plus ce terrible cercle du sous-développement, on acquiert la conviction qu'il est indispensable de lutter sur les deux plans, d'adopter simultanément la solution économique et la solution démographique. Mais cette lutte n'aura quelque chance de succès qu'avec la mise en œuvre de moyens considérablement accrus, que seul un vaste mouvement de solidarité internationale permettrait de dégager. Hors de cela, il n'y a pas de solution.

Bibliographie

- Armengaud André*: Démographie et sociétés. Paris, Stock, 1966.
Barnett R.W.: Population growth and economic development. Department of state bulletin (United States) 47. Décembre 1962.
Berelson Bernard et autres: Family Planning and Population Programs. Chicago, University of Chicago Press, 1966.
Bergues Hélène et autres: La prévention des naissances dans la famille, ses origines dans les temps modernes. Cahier de l'INED no 35. Paris, Presses universitaires de France, 1960.
Bourgeois-Pichat Jean: Population Growth and Development. New York, Carnegie Endowment for International Peace, 1966.
Bouthoul Gaston: La surpopulation dans le monde. Paris, Payot, 1958.
Dumont René: Nous allons à la famine. Economie et humanisme, no 171, 1966.
Freedman Ronald: The transition from high to low fertility: challenge to demographers. Population Index XXXI, 4. octobre 1966.

- Nations Unies : Annuaire démographique, 1966. New York 1967.
- Nations Unies : Les perspectives démographiques mondiales évaluées en 1963. ST/SOA/SER.R/41. New York 1966.
- Ohlin Goran*: Régulation démographique et développement économique. Centre de développement de l'organisation de coopération et de développement économique. Paris 1967.
- Sauvy Alfred*: De Malthus à Mao Tsé Toung. Paris, Denoël, 1959. Malthus et les deux Marx. Le problème de la faim et de la guerre dans le monde. Paris, Denoël, 1963.
- Simantov Albert et Tracy Michael*: Le problème alimentaire mondial, ses incidences pour les pays de l'OCDE. L'Observateur de l'OCDE, no 22, juin 1966.
- Thorp Willard L.*: Efforts et politiques d'aide au développement, examen 1967. Organisation de coopération et de développement économique. Paris 1967.
- Vincent Paul*: Recherches sur la fécondité biologique, étude d'un groupe de familles nombreuses. Cahier de l'INED no 37. Paris, Presses universitaires de France, 1961.

Adresse de l'auteur: *Luc Raymond*, Bureau Cantonal de Statistique, 8, rue du 31-Décembre, 1207 Genève